REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

JUGEMENT N°032
du 14/02/2024

ACTION EN PAIEMENT

AFFAIRE

AGENCE NASSIHA
(Me BACHIR MAINASSARA)

C/

SONIBANK
(SCPA MLK)
&
ETAT DU NIGER (COHO)
(SCPA BAMAH)

DECISION

Reçoit l'action de l'agence NASSIHA et l'appel en cause de la SONIBANK ;

Déclare l'action de l'agence NASSIHA fondée ;

Dit que la SONIBANK a violé les termes de la lettre de garantie autonome du 10 mars 2023 ;

La condamne par conséquent à payer à l'agence NASSIHA la somme de 114.144.000 F CFA au principal, sous astreinte de 100.000 F CFA par jour de retard ;

La condamne également à payer à l'agence NASSIHA la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts ;

Met hors de cause l'Etat du Niger ;

Rejette la demande reconventionnelle de la SONIBANK ;

La condamne en outre aux dépens.

Le tribunal de commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du quatorze février deux mille vingt-quatre, tenue au palais dudit tribunal par Monsieur **MAMAN MAMOUDOU KOLO BOUKAR**, Président, en présence de messieurs **OUMAROU GARBA** et **IBBA AHMED**, tous deux Juges consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de Maître **ABDOU SOULEY**, greffier, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

AGENCE NASSIHA, société à responsabilité limitée, dont le siège social est à Niamey/Boukoki, BK 49, B.P.: 11.633, représentée par son gérant Monsieur Souleymane Moussa, assistée de Maître Bachir MAINASSARA MAIDAGI, Avocat, 4 rue de la Tapoa, B.P.: 12.651 Niamey, en l'étude duquel domicile est élu ;

Demanderesse,
D'une part,

ET

SOCIETE NIGERIENNE DE BANQUE (SONIBANK), au capital de 20.000.000.000 F CFA, dont le siège social est à Niamey, Avenue de la Mairie, B.P. 891, RCCM NI-NIM-B-582, Tél : 20.73.47.40/20.73.52.24, Fax. 20.73.46.93, représentée par son Directeur Général, ayant pour conseil la SCPA MLK, quartier Koira-Kano, Villa 41, Rue 39, B.P. 343 Niamey, en l'étude de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Défenderesse,
D'autre part;

&

ETAT DU NIGER (COHO), représenté par l'Agence Judiciaire de l'Etat, prise en la personne de son Directeur Général, B.P.: 11.404 Niamey, Tél.: 20.73.22.84, assisté de la SCPA BAMAH, société d'Avocats, sise 380, avenue du Kawar, quartier Yantala, Recasement;

Appelé en cause;
Encore d'autre part.

FAITS ET PROCEDURE

Dans le cadre du Hadj, édition 2023, l'agence de pèlerinage NASSIHA a souscrit, le 10 mars 2023, auprès de la société nigérienne de banque (SONIBANK) une garantie à première demande au profit du commissariat à l'organisation du Hadj et de la Oumra (COHO) à hauteur de 200.000.000 F CFA.

Le 20 juin 2023, le commissaire du COHO a écrit à la SONIBANK pour lui demander de mettre à sa disposition, conformément à la lettre de garantie, la somme de 114.144.000 F CFA, dont l'agence NASSIHA lui est redevable pour le transport de ses pèlerins.

Le 22 juin 2023, la SONIBANK a fait droit à cette demande en virant le montant de 114.144.000 F CFA sur le compte du COHO logé au niveau de la Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC).

Cependant, par lettre du 26 juin 2023, le commissaire du COHO demandait à la SONIBANK de sursoir à la mise en jeu de la garantie de l'agence NASSIHA ; en réponse, le 24 août 2023, la SONIBANK exigeait dudit commissaire de lui renvoyer dans ce cas le montant déjà viré.

Parallèlement, le 22 août 2023, l'agence NASSIHA mettait en demeure la SONIBANK de recrediter son compte du montant de 114.144.000 F CFA, payé au COHO.

Par lettre du 6 septembre, le commissaire du COHO précisait à la SONIBANK que sa lettre de sursis à mise en œuvre de la garantie de NASSIHA n'est plus d'actualité car en dépit de l'engagement du responsable de cette agence, aucun montant n'a été versé pour le paiement de l'avionneur.

Par acte du 19 octobre 2023, l'agence NASSIHA a fait assigner la SONIBANK devant ce tribunal en paiement de la somme de 114.144.000 F CFA, irrégulièrement prélevée sur son compte, sous astreinte de 1.000.000 F CFA par jour de retard, en plus de dommages et intérêts de 25.000.000 F CFA, et en sus des entiers dépens.

La SONIBANK, par acte du 27 octobre 2023, a appelé en cause l'Etat du Niger et le COHO afin d'intervenir dans l'instance.

Les deux procédures ont été jointes et renvoyées, à l'échec de la tentative de conciliation entreprise à l'audience du 1^{er} novembre 2023, auprès du juge de la mise en état.

Par ordonnance du 29 décembre 2023, l'instruction de l'affaire a été clôturée par son renvoi à l'audience contentieuse du 16 janvier 2024.

A cette date, la cause a été retenue, débattue en présence des avocats des parties, et mise en délibération pour le 14 février 2024.

PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Au soutien de ses demandes, l'agence NASSIHA considère qu'en payant la somme de 114.144.000 F CFA, la SONIBANK a violé une disposition de la lettre de garantie du 13 septembre 2023, qui a prévu que le paiement est conditionné à la preuve par le bénéficiaire attestant que le montant réclamé était dû ; dès lors, en s'exécutant sans que cette preuve ne lui ait été apportée par le COHO, la SONIBANK a manqué à son obligation, et sa demande en remboursement dudit montant sous astreinte est dès lors fondée.

Elle précise en outre que ce prélèvement irrégulier de son argent lui a causé un préjudice et lui a occasionné des frais irrépétibles engagés dans le cadre de la présente procédure, justifiant sa demande en réparation.

Subsidiairement, l'agence NASSIHA fait constater qu'il a intégralement les frais de transport de ses 304 pèlerins avant même la date de la demande de paiement adressée par le COHO à la SONIBANK ; le montant de 114.144.000 F CFA étant donc indument obtenu par le COHO, elle sollicite la condamnation solidaire de l'Etat du Niger et de la SONIBANK à le lui rembourser, en plus de leur condamnation solidaire à lui payer la somme de 25.000.000 F CFA pour toutes causes de préjudices confondus.

La SONIBANK conclut au mal fondé des demandes de l'agence NASSIHA.

Elle fait valoir que son engagement consistait, à la demande expresse de cette agence, à payer au COHO à première demande sans faire valoir d'exception ni d'objection résultant du cahier de charge ou d'une quelconque contestation y afférente, tout montant jusqu'à concurrence de 200.000.000 F CFA.

Elle rappelle que la garantie à première demande est l'action par laquelle un garant s'engage, à la demande d'un donneur d'ordre, à céder une somme à un bénéficiaire sans aucune condition ;

Elle ajoute que ladite garantie, contrairement au cautionnement, est autonome et indépendante du contrat de base, qui lie originellement le créancier et son débiteur ; les deux mécanismes ont des objets différents parce qu'en effet le garant ne paie pas la dette d'autrui mais la sienne propre, il ne peut invoquer les exceptions qui appartiennent au débiteur comme le ferait la caution.

Elle explique que dans le cas d'espèce, en application de la garantie à première demande dont il est bénéficiaire, et faute pour l'agence NASSIHA d'avoir respecté ses obligations vis-à-vis du COHO, ce dernier a sollicité le paiement de la somme de 114.144.000 F CFA représentant une partie des frais relatifs au transport retour des pèlerins.

Elle estime n'avoir commis aucune faute susceptible d'engager sa responsabilité dans le cadre de l'exécution de ladite garantie ; et l'agence NASSIHA n'apporte pas la preuve de cette faute, condition indispensable de mise en œuvre de sa responsabilité contractuelle.

Elle fait remarquer que si l'agence NASSIHA a intégralement payé le COHO, c'est celui-ci qu'elle devrait attirer pour lui réclamer son argent ; c'est pourquoi, elle sollicite sa mise hors de cause.

Elle formule enfin une demande reconventionnelle en raison de cette action abusive et vexatoire, et en réparation, elle demande, en application de l'article 15 du Code de procédure civile, que l'agence NASSIHA soit condamnée à lui payer la somme de 15.000.000 F CFA de dommages et intérêts.

L'Etat du Niger, pour sa part, demande à être mis hors de cause.

Il indique d'abord que l'acte d'appel en cause ne comporte aucune motivation ni aucune justification ; il doit dès lors être rejeté parce que sa responsabilité n'a pu être prouvée.

Il relève ensuite que dans ses conclusions la SONIBANK déclare elle-même qu'« en réponse à cette demande de restitution des fonds virés sur son compte, le 06 septembre 2023, le COHO a par correspondance n°308/CAB/PM/COHO indiqué expressément que sa demande de sursis à exécution de

la garantie n'était plus d'actualité et que par conséquent, il maintenait la mise en œuvre de la garantie à première demande » ; il conclut qu'ainsi l'appel en cause de la SONIBANK n'est pas fondé.

Il ajoute qu'en tout état de cause, l'article 47 de l'Acte uniforme sur les suretés dispose que : « *le donneur d'ordre ne peut faire défense de payer au garant que si la demande du bénéficiaire est manifestement abusive et frauduleuse* » ; or selon lui tel n'est pas le cas en l'espèce.

Enfin, il fait remarquer que l'appel en cause ne démontre pas en quoi dans les rapports juridiques liant l'agence NASSIHA au COHO, la garantie à première demande ne serait pas fondée ; or la SONIBANK a elle-même, à travers ses conclusions, soutenu le bien-fondé de cette garantie ; mieux il n'est pas contesté que ladite agence devait de l'argent dans le cadre de la prise en charge des frais de transport des pèlerins.

Dans leurs dernières écritures, l'agence NASSIHA et la SONIBANK réitèrent l'essentiel de leurs précédentes argumentations.

MOTIFS DE LA DECISION

En la forme

Les parties ayant toutes été représentées à l'audience par leurs avocats respectifs, il y a lieu de statuer par jugement contradictoire.

L'action de l'agence NASSIHA et l'appel en cause par la SONIBANK de l'Etat du Niger ont été faits conformément aux prescriptions légales ; il convient de les déclarer recevables.

Au fond

Sur la demande en paiement au principal

Aux termes de l'article 39, alinéa 1, de l'Acte uniforme portant organisation des suretés, « *la garantie autonome est l'engagement par lequel le garant s'oblige, en considération d'une obligation souscrite par le donneur d'ordre et sur instructions de ce donneur d'ordre, soit sur première demande de la part de ce dernier, soit selon des modalités convenues* » ;

Selon l'article 41 dudit Acte uniforme, parmi les mentions que doit contenir l'acte de garantie autonome à peine nullité, figure « *les conditions de la demande de paiement, s'il y a lieu* » ;

Il en résulte que le mécanisme de la garantie autonome peut prévoir que son exécution soit faite selon des modalités et conditions convenues par les parties ;

En l'espèce, dans l'écrit constatant la garantie à première demande souscrit par la SONIBANK pour le compte de l'agence NASSIHA, il a prévu au quatrième paragraphe que « *la demande de paiement devra nous être faite par tout moyen attestant que la somme demandée est due par le débiteur (groupe d'agence)* » ;

Il s'infère de cette stipulation qu'avant de se libérer entre les mains du COHO, la SONIBANK était tenue de vérifier que ce bénéficiaire a apporté la preuve que la somme de 114.144.000 F CFA réclamée était due par l'agence NASSIHA ;

Or, la demande du COHO en date du 20 juin 2023, intitulé mise en œuvre de la caution de garantie à première demande, ne constitue pas en elle-même un moyen attestant que la somme réclamée était due par l'agence NASSIHA ; cette lettre en effet n'était accompagnée d'aucune justification prouvant que le montant de 114.144.000 F CFA était du ;

Il s'ensuit qu'en effectuant le virement du montant correspondant à la demande du COHO, sans s'assurer que la condition posée dans l'acte de garantie qu'elle a librement souscrite était remplie, la SONIBANK a manqué à son engagement, surtout que l'agence NASSIHA a rapporté la preuve non contestée, qu'au moment de la lettre adressée à cette banque par le COHO, elle a intégralement payé les frais relatifs au transport de ses pèlerins ;

En considération de ce qui précède, la demande en paiement de l'agence NASSIHA est fondée, il échet de condamner la SONIBANK de lui rembourser le montant de 114.144.000 F CFA irrégulièrement débité dans son compte.

Par ailleurs, pour assurer l'exécution de cette condamnation, la demande d'astreinte est aussi fondée, quoique dans son montant elle semble exagérée ; c'est pourquoi, elle sera fixée à 100.000 F CFA par jour de retard.

Sur la demande des dommages et intérêts

Aux termes de l'article 1145 du Code civil, « *si l'obligation est ne pas faire, celui qui y contrevient doit des dommages et intérêts par le seul fait de la contravention* » ;

Comme il a été rappelé ci-haut, l'obligation souscrite par la SONIBANK, à travers la garantie autonome, était de ne payer qu'à la condition que le COHO, en tant que bénéficiaire, lui prouve par quelque moyen que ce soit que sa créance sur l'agence NASSIHA est fondée ; sans cette preuve, elle était tenue de ne pas s'exécuter, son obligation était par conséquent de ne pas faire ;

Dès lors, en manquant à cette obligation, la SONIBANK dont la responsabilité contractuelle est ainsi établie, doit des dommages et intérêts par ce seul fait ;

Toutefois, le montant de 25.000.000 F CFA réclamé par l'agence NASSIHA à titre de dommages et intérêts en raison, d'une part, de ce que son fonds a été rendu indispensable illégalement et, d'autre part, pour les frais irrépétibles engagés pour rentrer dans ses droits, est exagéré ;

Ainsi, le tribunal estime juste de lui allouer la somme de 10.000.000 F CFA en réparation pour toutes causes de préjudices confondues ; dès lors, la SONIBANK sera condamnée à payer ledit montant.

Sur la mise hors de cause de l'Etat du Niger

La SONIBANK a appelé en cause à la procédure l'Etat du Niger sans par ailleurs formuler à l'égard de celui-ci une quelconque demande ; il n'est pas non plus établi une faute contractuelle de l'Etat du Niger dans le cadre de l'exécution de la lettre de garantie liant la banque à l'agence NASSIHA ;

En raison des considérations qui précèdent, il convient de mettre hors de cause l'Etat du Niger.

Sur la demande reconventionnelle

La réclamation de l'agence NASSIHA ayant prospéré, il convient de rejeter la demande reconventionnelle en dommages et intérêts pour procédure abusive et vexatoire formulée par la SONIBANK.

Sur les dépens

La SONIBANK, qui a succombé à l'instance, sera en outre condamnée aux dépens.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier ressort :

- Reçoit l'action de l'agence NASSIHA et l'appel en cause de la SONIBANK ;
- Déclare l'action de l'agence NASSIHA fondée ;
- Dit que la SONIBANK a violé les termes de la lettre de garantie autonome du 10 mars 2023 ;
- La condamne par conséquent à payer à l'agence NASSIHA la somme de 114.144.000 F CFA au principal, sous astreinte de 100.000 F CFA par jour de retard ;
- La condamne également à payer à l'agence NASSIHA la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts ;
- Met hors de cause l'Etat du Niger ;
- Rejette la demande reconventionnelle de la SONIBANK ;
- La condamne en outre aux dépens.

Aviser les parties de leur droit de faire appel du présent jugement dans le délai de huit (08) jours de son prononcé devant la chambre commerciale spécialisée de la Cour d'appel de Niamey par déclaration écrite ou verbale au greffe du tribunal de céans, ou par voie d'huissier.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus. En foi de quoi la présente décision a été signée, après lecture, par :

Le Président

Le

greffier

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY, LE 04/05/2024

LE GREFFIER EN CHEF